

## Tribune libre

### « Vous ne nous représentez pas »

(Editorial de D. Gluckstein – Informations ouvrières n°150 –hebdomadaire du POI)

**26 mai 2011**

La défaite du Parti socialiste ouvrier espagnol aux élections municipales a coïncidé avec le rassemblement massif de jeunes, de chômeurs et de travailleurs, à Madrid, refusant de voter, revendiquant « *Une vraie démocratie, maintenant !* » et adressant ce grief aux dirigeants politiques, ceux du PSOE et du PPE en tête : « *Vous ne nous représentez pas !* »

Tous s'en alarment. Chroniqueur au quotidien capitaliste *Les Echos*, Eric Le Boucher salue « *le gouvernement Zapatero, (qui) a très courageusement pris des mesures d'austérité et engagé une réforme du marché du travail* », mais s'inquiète des moyens de « *contenir une révolte sociale* » ainsi provoquée. Au-delà de la situation espagnole, les mots d'ordre de Madrid résonnent dans toute l'Europe.

Et particulièrement en France.

La délégation (fondée sur le mandat) est un principe de base de la démocratie. « *Vous ne nous représentez pas* » est l'expression d'une crise majeure de la démocratie. On se rappelle (Informations ouvrières, n° 148, 12 mai) les propos de Jacques Attali, spécialiste en la matière : « *A l'été 2012, quel que soit l'élu, c'est le FMI (Fonds monétaire international—NDLR) qui sera au pouvoir en France.* » C'était avant les déboires de M. Strauss-Kahn. Mais le nom du titulaire ne change rien à la prophétie.

Sur le fond : que reste-t-il de la démocratie quand une élection est destinée par avance à permettre la prise en main du pays par le FMI ? Que reste-t-il de la démocratie quand le congrès de la prétendue Confédération européenne des syndicats (CES) « *revendique* » la réduction des déficits publics (lire pages 4 et 5) ?

Que penser d'une « *démocratie* » où majorité et « *opposition* » s'engagent par avance, pour respecter les critères des 3% de Maastricht, à amputer de 80 milliards d'euros par an les dépenses publiques pour « *réduire les déficits* » ? 80 milliards d'euros prélevés sur les budgets des écoles, des services publics, sur les prestations sociales, sur l'emploi dans la fonction publique... 80 milliards d'euros à rapprocher des plus de 150 milliards d'euros de fonds publics offerts chaque année au titre des exonérations fiscales et sociales, et des intérêts de la dette aux capitalistes et aux banquiers... et des 170 milliards d'euros de trésorerie des entreprises du CAC 40 !

En France, comme dans tout le continent, la crise ouverte de la démocratie exprime la marche à l'explosion sociale, politique et institutionnelle. Il reviendra aux délégués du IIIe Congrès du Parti ouvrier indépendant (qui s'ouvre ce vendredi 27 mai) d'examiner la situation ouverte et de formuler les propositions du parti.

« *Vous ne nous représentez pas.* » Comment édifier une authentique représentation politique ouvrière indépendante qui aide les travailleurs, les chômeurs, les jeunes, les retraités, les masses opprimées et exploitées à réaliser l'unité de leurs rangs et de leurs organisations contre la tristement fameuse « *dictature des déficits publics* » ?

« *Une vraie démocratie, maintenant.* » Est-ce possible sans balayer les institutions de la Ve République et briser le carcan des déficits publics, de la dette, de l'Union européenne et du FMI ? Est-ce envisageable sans la convocation d'une authentique Assemblée constituante refondant de bas en haut la démocratie et prenant tous les moyens d'une politique répondant aux besoins vitaux du peuple ? Car — n'en déplaise aux *Echos* — la démocratie, ce n'est pas « *contenir la révolte* », mais l'aider à déboucher sur une issue conforme aux aspirations de la majorité.